



Nevers–Créteil : chronique d'un dialogue entre une ville moyenne et un laboratoire de recherche

Jean-Claude Driant, Florent Sainte Fare Garnot et Régis Bertrand

Alors que les responsables des villes moyennes sont confrontés à des choix stratégiques difficiles, un maire et un directeur de laboratoire de recherche montrent comment leur collaboration au long cours a permis le renouvellement tant des problématiques de recherche que des approches de l'action publique locale. Ils appellent à une structuration de l'expertise universitaire sur ce niveau de villes.

Le maillage des villes moyennes françaises contribue au fonctionnement du territoire national comme à notre compréhension de ses évolutions. En effet, ces villes intermédiaires entre la campagne et la métropole, dont le poids démographique reste stable depuis trente ans (environ 20 % de la population nationale), continuent à jouer un rôle structurant de centralité administrative et de gisement de ressources pour l'espace environnant.

Nombre de leurs responsables (élus, cadres des collectivités locales) sont aujourd'hui engagés dans la conception et la mise en œuvre de projets innovants, en réponse à des tendances socio-économiques défavorables comme la désindustrialisation et la précarisation de leur population. Les images traditionnellement associées à ces territoires, celles de petites capitales fières de leur patrimoine, de leur vitalité et de leur notoriété provinciale, sont en cours de renouvellement.

Une démarche originale et stimulante

C'est dans ce contexte incertain qu'est née une démarche originale à l'initiative du maire de Nevers : la mise en place d'un échange régulier entre les décideurs du territoire neversois et le laboratoire de recherche universitaire Lab'Urba. Il fallait beaucoup de curiosité réciproque pour que la rencontre s'établisse. Le monde universitaire et le monde politique, celui du savoir et celui du pouvoir, entretiennent, certes, des relations anciennes et animées ; il n'allait, cependant, pas de soi qu'un dialogue puisse naître et s'épanouir entre le directeur d'un laboratoire universitaire et le maire d'une ville moyenne, et au-delà entre leurs équipes. Ce dialogue, initié au printemps 2011 et qui a trouvé un premier terme à l'été 2013, a emprunté plusieurs voies : débat thématique, colloque et atelier d'étudiants.

Après trois années d'échanges, il apparaît que la réussite de ce partenariat a tenu au respect de quelques conditions préalables. La première d'entre elles fut de bien situer la nature de la demande, qui ne relevait ni de la prestation de bureau d'études ni du contrat de recherche académique. Il s'agissait de construire un dialogue autour de questions vives pour les élus neversois : le commerce et la centralité ; l'attractivité et l'économie résidentielle ; l'accessibilité et la desserte ferroviaire ; ou encore la démocratie participative. Ces questionnements se sont avérés pertinents du double point de vue académique et politique et ont structuré l'élaboration de réponses sur un mode interactif. La deuxième des conditions fut d'intégrer les différences de temporalités dans lesquelles s'inscrivent les responsabilités des deux parties – pour le dire simplement, le temps long de la science et le temps court de la politique – afin d'anticiper et de désamorcer les frustrations qui pourraient être

associées à l'exercice. En particulier, les experts ne sauraient apporter de réponses « magiques » à leurs interrogations. La troisième condition fut le respect des postures et des points de vue de chacun, ainsi que d'un calendrier contraignant pour un exercice avec lequel personne n'était tout à fait à l'aise *a priori*.

La première étape de l'échange prit la forme expérimentale d'un cycle de séminaires : cinq séances thématiques étalées sur neuf mois, constituées d'une conférence d'experts suivie d'un débat ouvert, furent organisées à Nevers. Ce séminaire a rassemblé une équipe universitaire dédiée au projet associant quatre enseignants-chercheurs¹ et une dizaine d'élus et de cadres territoriaux directement concernés dans leurs responsabilités par les sujets traités. L'échange s'est mis en place de façon spontanée, avec une réelle volonté de part et d'autre de situer le propos dans un champ facilitant la compréhension réciproque. Ce séminaire a donné lieu à un rapport universitaire opérant une synthèse des exposés et discussions, puis proposant un commentaire critique sur la nature et la portée des débats.

Grâce à la confrontation et aux échanges entre chercheurs et professionnels de l'action publique, l'équipe municipale a pu renouveler certaines de ses approches sectorielles jusque-là figées dans une série de points de vue (en particulier, pour l'appréciation touchant les dynamiques commerciales), mais aussi ouvrir le débat sur des sujets peu traités localement, comme la question des stratégies territoriales. Le partenariat s'est poursuivi sous la double forme d'un atelier d'étudiants² et d'un colloque consacrés à la question des centralités et du développement territorial dans les villes moyennes.

Quelle trajectoire des villes intermédiaires à l'heure des métropoles ?

La définition du sujet de l'exercice pédagogique a donné lieu à quelques tâtonnements. En effet, l'accord entre les deux parties devait tenir compte à la fois de la cohérence de la formation, dans un cursus de master d'urbanisme, et de l'intérêt public municipal immédiat. Même s'il était admis que la mairie n'attendait pas de cet atelier un apport équivalent à celui d'une étude professionnelle, et même si les collectivités locales peuvent s'attacher à contribuer à la formation de jeunes professionnels, il était indispensable de donner à cet exercice une forte articulation avec le réel. À l'issue d'une série d'allers-retours, il fut convenu qu'un groupe d'étudiants volontaires aurait à traiter durant l'année universitaire 2012-2013 du thème suivant : « centralité urbaine en ville moyenne et stratégie de développement territorial, à partir de l'observation de Nevers et de son agglomération ».

Cet atelier a été rythmé principalement par deux séjours de trois jours sur le terrain, constitués de rencontres et de collecte de données. Le résultat final constitue à la fois le récit d'un apprentissage et l'apport d'un regard singulier de professionnels en devenir sur un site et sur ses perspectives d'évolution. À titre d'exemple, on peut mentionner la proposition tout à fait opportune et nouvelle faite par les étudiants d'inscrire l'agglomération de Nevers dans une stratégie départementale et régionale de valorisation de la filière bois.

Le colloque, qui a constitué l'étape majeure de la démarche, se voulait une manifestation scientifique de portée nationale reposant sur l'échange autour de travaux de recherche. Il présentait également les particularités de faire une place à la contribution des étudiants, au dialogue avec les acteurs neversois et à un débat entre les responsables des réseaux et institutions intéressés par les villes moyennes (Villes au Carré, ETD – Centre de ressources du développement territorial, Fédération des villes moyennes (FVM), Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire

¹ Jean-Claude Driant, Aurélien Delpirou, Françoise Navarre et Marie-Paule Rousseau (tous membres du laboratoire Lab'Urba). Les experts étant intervenus lors de ces séminaires sont : Daniel Béhar, Pascal Madry, Laurent Davezies, Marie Delaplace, Jodelle Zetlaoui-Léger et Judith Ferrando.

² Il s'agit, en l'occurrence, d'un travail collectif mené par un groupe de 13 étudiants de Master 2 à l'Institut d'urbanisme de Paris (université Paris-Est Créteil Val-de-Marne).

et à l'attractivité régionale (DATAR)³). L'un de ses objectifs consistait à refléter à la fois la diversité des situations des villes intermédiaires et quelques enjeux communs qui les caractérisent autour de la notion de centralité, déclinée à toutes les échelles. Les communications présentées ont permis d'explorer les outils et leviers du développement territorial (Marie Delaplace, François Taulelle, Martin Vanier), ainsi que les mutations économiques des villes moyennes, entre économie productive et économie résidentielle (Christophe Demazière, Magali Talandier).

Quelles perspectives ?

L'issue de ce colloque a marqué le terme d'un premier cycle d'échanges qui en appelle d'autres. Au moment de fixer l'expérience que nous avons menée ensemble, quelques remarques conclusives s'imposent. En premier lieu, il apparaît qu'il existe une opportunité à la rencontre entre acteurs des villes moyennes et membres de l'université. Celle-ci tient surtout à une volonté commune d'innover pour éviter la tentation du repli de chacun vers sa sphère culturelle et/ou décisionnelle.

En deuxième lieu, il est nécessaire de ne pas brusquer le temps, de ne pas se fixer des objectifs périlleux tout en donnant à chacun la possibilité d'exprimer son point de vue et de le partager. Évidemment, cet échange a représenté un important surcroît de travail pour tous ses protagonistes. Il ne s'agit donc pas d'envahir leur quotidien par des tâches supplémentaires dont les bénéfices deviendraient inférieurs à l'énergie qu'elles exigeraient. Il ne s'agit pas non plus de transformer cette démarche en gadget, territorial ou universitaire, relevant d'un plan de communication. Sa force et son efficacité résident surtout dans la qualité des relations entre les individus.

En troisième lieu, le modeste et précieux édifice de cette rencontre repose sur la nécessité d'avoir en commun cette conviction que le geste d'action publique ne saurait être réduit à telle spéculation intellectuelle dont les dépositaires seraient les scientifiques, ou à tel éclair d'intuition qui serait l'apanage des élus. Celui-ci, bien au contraire, doit être le fruit de ces deux sources, qu'il appartient à chacun de solliciter à la mesure de sa sensibilité et de la perception de sa responsabilité.

Finalement, la contribution au renouvellement des problématiques de recherche a été au rendez-vous, l'expérience ayant incontestablement permis de compléter l'approche consacrée aux leviers de l'action publique ou aux moteurs du développement économique et social. Elle a donné aux décideurs des clés nouvelles d'analyse des situations sur lesquelles ils avaient à intervenir et de la matière innovante pour nourrir leur action de développement territorial. Pour l'ensemble des acteurs, l'apport est aussi de dimension humaine. La relation entre le Lab'Urba et la ville de Nevers s'est avérée à la fois une belle aventure vivifiante et un outil au service de la cohésion et du dynamisme des équipes.

Jean-Claude Driant est professeur à l'Institut d'urbanisme de Paris (université Paris-Est Créteil Val-de-Marne) dont il a été le directeur entre 2001 et 2006. Il assure actuellement la direction du Lab'Urba. Spécialiste de l'habitat, Jean-Claude Driant consacre l'essentiel de ses recherches et enseignements à la socio-économie du logement, aux politiques nationales et locales de l'habitat, au parc locatif social et au fonctionnement des marchés immobiliers. Il est membre de la Commission nationale des comptes du logement, participe à divers travaux du Conseil national de l'information statistique et aux conseils d'administration de divers organismes du domaine du logement.

Florent Sainte Fare Garnot est maire (PS) de Nevers.

Régis Bertrand est directeur de la prospective à la mairie de Nevers.

³ La table ronde conclusive a réuni Priscilla De Roo (DATAR), Nicole Gibourdel (FVM), Cécile Dublanche (Villes au Carré), Gilles Rey-Giraud (ETD) et Régis Bertrand (ville de Nevers), sous l'animation de Daniel Béhar (Lab'Urba).

Pour citer cet article :

Jean-Claude Driant, Florent Sainte Fare Garnot & Régis Bertrand, « Nevers–Créteil : chronique d'un dialogue entre une ville moyenne et un laboratoire de recherche », *Métropolitiques*, 4 décembre 2013. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Nevers-Creteil-chronique-d-un.html>.